

---

# LA TURQUIE INTERPELLE L'EUROPE

---

*Dossier préparé par*  
Christophe Chiclet et Jean-Christophe Ploquin

*En couverture, la mosquée d'Ortaköy "traversée" par le pont reliant l'Europe à l'Asie.*

## Introduction

Si la Turquie n'existait pas, elle n'aurait sans doute pas été inventée. S'étirant à l'extrémité orientale du bassin méditerranéen, ce pays est sans doute l'un des plus complexes de cette région du monde. Par sa géographie enjambant le Bosphore et unissant l'Asie et l'Europe, par la variété des ethnies qui la composent, par la jeunesse de son histoire et l'ancienneté de ses racines puisant dans un empire ottoman multiculturel et multiconfessionnel, par le frottement incessant d'ambitions modernistes et d'aspirations à la puissance, la Turquie arbore une identité singulière.

En consacrant un dossier à ce pays, *Confluences Méditerranée* n'entend pas se livrer à une monographie. Le but est davantage de signaler les différents enjeux qui se développent en Turquie et qui résonnent sur l'ensemble du pourtour méditerranéen. Bref, voir la Turquie comme un exemple plus global et/ou un cas d'école.

Ankara pose certes d'abord des questions à ses voisins immédiats, qui ressentent en premier les contrecoups du nationalisme turc sans être eux-mêmes exempts de reproches. Le nord de Chypre est occupé depuis 1974 par l'armée d'Ankara. Le partage des eaux de la mer Égée et la souveraineté sur certains îlots bordant les cités turques sont des sujets de contentieux brûlants entre la Grèce et la Turquie, ayant des répercussions sur l'OTAN et l'Union Européenne. Le nord de l'Irak, où Ankara tente de promouvoir les Turcomans comme force "neutre" au milieu des Kurdes, est régulièrement investi par les troupes turques à la poursuite de la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). La Syrie est sous la menace d'un rationnement des eaux de l'Euphrate, dont les sources jaillissent chez son voisin du nord, et se sent à juste titre menacée par des accords de coopération militaire signés l'an dernier entre Israël et la Turquie. L'Arménie est soumise à un blocus turc en représailles contre son occupation de 10% du territoire de l'Azerbaïdjan, pays turcophone du Caucase. Parmi ses voisins, Ankara n'entretient de bonnes relations qu'avec la Bulgarie et la Géorgie, voire avec l'Iran, malgré l'agitation islamiste que Téhéran entretient chez son voisin.

Au-delà de ses abords immédiats, la Turquie est perçue comme une puissance moyenne, dont l'évolution est susceptible de fournir des clés à des problèmes se posant à plusieurs milliers de kilomètres de son sol. Les islamistes égyptiens ou tunisiens sont ainsi conscients que des succès du parti islamiste turc Refah partisi, dont le leader, Necmettin Erbakan, a assumé le poste de Premier ministre de juin 1996 à juin 1997, dépendent

un peu l'avenir de l'islam politique. Seul pays musulman membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et postulant par ailleurs à l'adhésion à l'Union européenne, la Turquie est par ailleurs l'un des pays les plus concernés par les défis que l'Occident pose à l'islam traditionnel. Construite sur le modèle d'un Etat-nation qui refuse de reconnaître la vigueur de la revendication d'un des peuples la composant, les Kurdes, elle piétine dès lors les droits de l'homme et ne parvient pas, comme certains pays du Maghreb, à tirer pleinement profit de sa diversité. L'omnipotence de l'armée évoque enfin la plupart des pays de la rive sud de la Méditerranée, où les généraux ont bien du mal à se comporter en démocrates.

La portée des enjeux qui se développent en Turquie dépasse ainsi largement ses frontières mais inversement, le regard que portent sur elle les puissances voisines, et notamment l'Europe, dit un peu de leur vision du monde. Face à ce pays allié mais différent, les dirigeants européens préfèrent souvent mettre en évidence les "particularismes" qui le situeraient à la marge du champ commun européen. Et dès lors qu'elle est à part, les exigences à son égard seront moindres, notamment en matière de démocratie et de droits de l'homme.

Claudia Roth, présidente du groupe des Verts au parlement européen, fait entendre dans ce numéro un avis divergent. La Turquie a, selon elle, vocation à être membre de l'Union européenne et c'est pour cela que la vigilance est de mise sur le comportement de ses élites gouvernantes. Dans les deux cas, l'Europe se perçoit bien comme un modèle de vertu mais les conditions d'entrée au club sont différentes.

Les mutations qui traversent la société turque sont des exemples à méditer pour l'ensemble de la Méditerranée méridionale. Le nationalisme, la laïcité, l'islamisme, l'occidentalisation, le poids de l'armée, les minorités, la démocratisation, sont des enjeux pour l'ensemble du monde méditerranéen, voire pour des contrées plus lointaines.

Par ailleurs, si un jour la Turquie devait entrer dans l'UE, le centre de gravité de cette dernière se rapprocherait de la Méditerranée septentrionale, donnant plus de poids à l'arc Portugal, Espagne, France, Italie et Grèce.